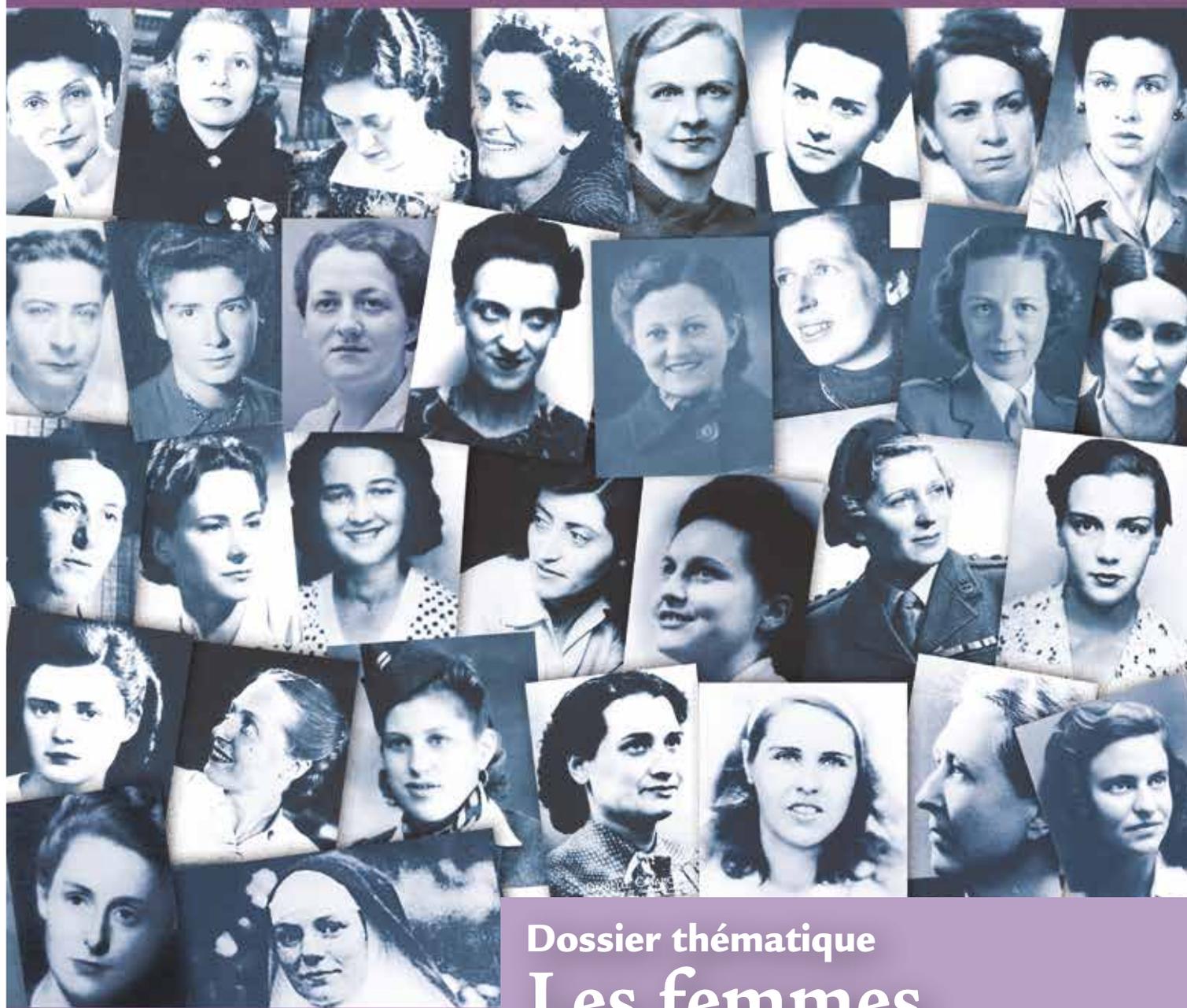


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 101 – juin 2020 – 5,50 €*



Dossier thématique

Les femmes dans la Résistance

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne/ photo Denis Gliksman

Le matériel artisanal de sabotage, une improvisation redoutable

Alors que les saboteurs envoyés par Londres ont à leur disposition un arsenal moderne et diversifié⁽¹⁾, de nombreux résistants vont fabriquer artisanalement des bombes et développer des techniques de destruction ne nécessitant pas d'explosifs pour saboter l'effort de guerre allemand.

Dès juin 1940, en zone occupée, des Français cherchent à nuire aux Allemands en prenant pour cible leurs lignes téléphoniques qui sillonnent les campagnes. Plusieurs de ces saboteurs armés d'une simple cisaille paient de leur vie ces premiers actes spontanés et isolés. Marqués par le phénomène des francs-tireurs de 1870-1871, les Allemands mènent une politique de répression impitoyable pour briser d'emblée toute forme de résistance. Ainsi, l'ouvrier agricole Étienne Achavanne, est exécuté près de Rouen le 4 juillet 1940 pour avoir sectionné les lignes téléphoniques de la base de l'aérodrome de Rouen-Boos (Seine-Maritime). Considéré officiellement comme le premier fusillé de la Résistance française, il est suivi par l'exécution d'au moins cinq autres saboteurs au cours de l'été et l'automne 1940.

Un arsenal improvisé

À partir de l'invasion de l'URSS en juin 1941, les militants du Parti communiste, alors interdit, s'engagent dans la lutte armée, conformément aux directives de l'Internationale communiste dont *L'Humanité* clandestine se fait l'écho. Dans les colonnes du numéro daté du 10 juillet 1941 on peut lire : « *Que faut-il pour aider l'URSS et l'Angleterre à écraser Hitler ? Du sabotage, encore du sabotage, et toujours du sabotage* ». Dès l'été 1941, les membres de l'Organisation spéciale (OS) du Parti communiste, préfiguration des Francs-tireurs et partisans (FTP), et les membres des Bataillons de la jeunesse se lancent dans l'action armée. Pour les sabotages, ne pouvant compter sur du matériel de destruction allié qui ne sera parachuté en France qu'à partir de 1943⁽¹⁾, ces résistants font appel au savoir-faire de camarades ouvriers. Par exemple, Louis Cortot, membre de l'OS en région parisienne fabrique dans l'usine où il est ajusteur les engins explosifs nécessaires aux sabotages et attentats de son groupe armé⁽²⁾.

Là encore, la répression est terrible. Du 7 au 14 avril 1942, vingt-sept membres des organisations combattantes du parti sont jugés à Paris par un tribunal militaire allemand lors du procès dit de la maison de la Chimie. Ce procès est très médiatisé afin de discréditer les actions des résistants. Leur arsenal clandestin est sans cesse exposé lors des audiences pour les assimiler à des terroristes. Armes de poings, grenades et bombes fabriquées artisanalement sont exhibées par la propagande allemande⁽³⁾.

Des techniques de sabotages mises au point par des cheminots

Si le sabotage des voies ferrées n'est que rarement le fait des cheminots eux-mêmes, ils y contribuent indirectement en renseignant sur les horaires des transports allemands. En outre, ce sont des cheminots qui, de par leurs connaissances techniques, corrigent les échecs des premiers sabotages de voies effectués à partir de l'été 1941 avec des explosifs récupérés ou fabriqués artisanalement. Ils diffusent également la technique de sabotage par écartement des rails par déboulonnage appelée aussi sabotage par « détirefonnage ».

Ce procédé ne nécessite qu'un matériel spécifique limité : une grande clé en T dont l'embout épouse parfaitement l'empreinte du tirefond, sorte d'énorme vis qui solidarise le rail à la traverse. Après avoir dévissé l'éclisse et plusieurs tirefonds à la jonction de deux rails, les saboteurs n'ont plus qu'à déplacer le rail avec une barre à mine pour provoquer un déraillement. Cette technique prouve rapidement son efficacité. Lors du sabotage par « détirefonnage » à Airan (Calvados), en plus des dégâts matériels importants, près de quarante permissionnaires allemands sont tués dans deux déraillements survenus les 16 avril et 1^{er} mai 1942. Accompli par quatre résistants communistes de Caen, parmi lesquels se trouvent deux employés de la SNCF, ce sabotage réussi amène des membres de la direction parisienne des Francs-tireurs et partisans (FTP) à venir sur place pour en tirer toutes les leçons. Ils rédigent un manuel de sabotage qui est diffusé clandestinement dans toute la zone occupée à partir de l'été 1942. Jusqu'à l'été 1944, cette technique simple sans emploi d'explosifs, est

Bombe artisanale aimantée destinée au sabotage des péniches (poids environ 11 kg).

Cette bombe a été fabriquée durant l'hiver 1944 par le résistant René Maubailly, alors convalescent. Pour passer le temps, à l'aide de ses manuels de sabotage, il réalise plusieurs « modèles pédagogiques » de bombes artisanales dont celui-ci destiné au sabotage des convois de péniches sur les voies navigables. Selon son témoignage, un modèle analogue aurait été utilisé à Conflans-Sainte-Honorine lors d'un sabotage de péniches chargées de ciment à destination de chantiers du mur de l'Atlantique.

La bombe est contenue dans une boîte métallique, destinée initialement aux munitions de la mitrailleuse allemande MG42, sur le côté de laquelle est plaqué un long aimant permettant sa mise en place sur la coque d'une péniche. Sur cette photographie, on distingue bien les différents éléments du dispositif d'explosion à retardement. À droite, on repère le mécanisme d'horlogerie qui permet de régler l'explosion de la charge. Celle-ci est disposée au centre, entourée de toile vert kaki. À gauche, une batterie a pour fonction de transmettre l'impulsion électrique au détonateur après contact via le système d'horlogerie. Cette bombe artisanale, utilisant à la fois un mécanisme d'horlogerie pour la précision de l'explosion et un détonateur électrique, était placée à un mètre sous la ligne de flottaison de la péniche après avoir été rendue étanche en faisant couler de la paraffine dans les joints du couvercle.

largement employée dans le cadre de la guérilla menée par les unités maquisardes. Dans le Doubs, à partir du 6 juin 1944, le maquis Vieilleil devient expert de cette méthode, ayant à son actif une quarantaine de sabotages de ce type sur la ligne Besançon-Vesoul. ●

Frantz Malassis

(1) Cf. l'article « Le matériel de sabotage de la Résistance, l'imagination au service de l'action » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, n°96, mars 2019

(2) Cf. sa biographie sur le site de la Fondation de la Résistance.

(3) Des images similaires sont utilisées par la propagande lors du procès du groupe Manouchian en février 1944.

Source : Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage, de la CGT à la Résistance*, Paris, Perrin, 2016.

En couverture, par rangée, de gauche vers la droite et de haut en bas : Mme Fayolle • Lise Graf • Agnès Humbert • Lise London • Berty Albrecht • Sylvette Leleu • Yvonne Oddon • Anne-Marie Walter • Charlotte Nadel • Janine Carlotti • Germaine Tillion • Simone Martin-Chauffier • Jeanne Bohec • Geneviève de Gaulle • Marie-Madeleine Fourcade • Marie Reynoard • Mme Wagner • Jacqueline Bordelet • France Bloch-Serazin • Lucie Aubrac • Jacqueline Fleury-Marié • Lise de Baissac • Princesse Vera Obolensky • Rose Blanc • Marie-Claude Vaillant-Couturier • Lieutenant Alix • Danielle Casanova • Marie Hackin • Marcelle Henry • Marie-José Chombart de Lauwe • Jacqueline Péry d'Alincourt • Mère Marie Elisabeth de l'Eucharistie •

Crédits photographiques : Mémorial Charles de Gaulle – Musée de l'ordre de la Libération – Association Germaine Tillion – Collections familiales – Service historique de la Défense, Vincennes.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les femmes dans la Résistance

- La place des femmes dans le phénomène résistant p. I à VI
Par Fabrice Grenard
- Jacqueline Fleury-Marié, une étudiante dans la Résistance p. VII
Entretien avec Frantz Malassis
- Simone Segouin, une icône de la Résistance féminine armée p. VIII
Entretien avec Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance.....p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p. 4 et 6
- Activités du département AERI p. 6
- Activités du département documentation et publications p. 5 et 8

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance

.....p. 7

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassis.
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée,
Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Hélène Staes.
Contributeur : Jean Novosseloff.
Fichier des abonnés : Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression : humancom -
2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 101 : 5,50 €
Commission paritaire
n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal : juin 2020

Le dossier thématique de ce numéro qui porte sur le rôle joué par les femmes dans la Résistance, résonne malheureusement avec la triste actualité de ces derniers mois. Nous avons été touchés par le décès de trois résistantes avec lesquelles nous étions régulièrement en contact : Anise Postel-Vinay, Cécile Rol-Tanguy et Françoise Robin. La disparition progressive de tous ces acteurs ne peut que renforcer notre volonté de transmettre l'histoire et l'héritage spirituel de la Résistance afin qu'ils continuent d'éclairer les consciences de nos concitoyens dans la période difficile et troublée que connaît la France aujourd'hui.



Le mot du Président

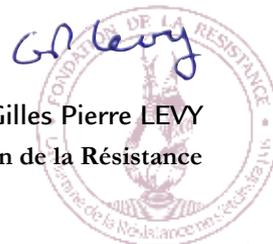
Durant la période de confinement auquel le pays a été soumis pour enrayer l'épidémie due à la Covid-19, les ressources de la Fondation de la Résistance mises à disposition gratuitement sur son site internet et sur le Musée de la Résistance en ligne, ont été massivement consultées. Elles ont permis à tous ceux qui le souhaitent de s'instruire, de se documenter ou d'entreprendre des recherches familiales

Le site internet de la Fondation de la Résistance, riche de portraits de résistants, des cent numéros de la revue trimestrielle et de brochures pédagogiques, a connu une hausse notable de fréquentation. Plus de 67 000 pages ont été compulsées par près de 23 000 visiteurs ce qui représente une augmentation de 80 pour cent par rapport à la même période de l'année passée. Le Musée de la Résistance en ligne, qui permet aux internautes d'accéder à des milliers de médias, à près de 50 expositions virtuelles sur la Résistance, mais aussi à une base nominative de résistants et à une carte interactive des lieux de mémoire, a connu lui aussi des records de consultations avec près de 400 000 pages vues par 69 000 visiteurs, soit un accroissement de près de 30 pour cent.

Ces chiffres démontrent, s'il en était encore besoin, que notre Fondation est désormais perçue par le grand public comme un organisme de référence sur la Résistance française. J'y vois également l'intérêt jamais démenti des Français pour cette histoire singulière de notre Pays où les valeurs essentielles de l'Humanité étaient en jeu. Valeurs qui seront autant de sources d'inspiration pour la reconstruction politique et sociale de la France d'après guerre.

Par ailleurs, alors que nous avons été contraints de réduire nos activités, nous nous sommes organisés pour garder le contact avec notre public. Afin d'anticiper les délais d'acheminement vers les abonnés, beaucoup plus longs en raison du confinement, exceptionnellement, le numéro 100 de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* sur le thème « L'héritage de la Résistance » a été mis à la disposition des lecteurs sous format numérique et ce dès sa parution. Nous tenons à vous remercier de votre confiance et de votre fidélité en ces temps difficiles et incertains.

Aujourd'hui, plus que jamais, j'appelle solennellement tous ceux qui le peuvent à nous soutenir par un don, un legs, un abonnement à notre revue... Tous vos soutiens nous montreront votre attachement à nous voir poursuivre nos missions. ●



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

Activités du département recherche et pédagogie

Des formations interdisciplinaires et un espace pédagogique actualisé

Pour dynamiser l'enseignement de la Résistance au collège et au lycée, la Fondation de la Résistance élabore depuis plusieurs années des formations interdisciplinaires. Cette année encore, la Fondation a travaillé avec de nombreux partenaires et s'est adressée à leurs côtés aux enseignants de plusieurs académies qui ont plébiscité ces formations.

La formation « Résistance et récit radio-phonique » a été organisée dans l'académie de Besançon les 12 novembre 2019 et 9 janvier 2020 avec le musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, le Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLÉMI) et la Délégation académique au numérique éducatif (DANE). Elle a eu lieu dans l'académie de Normandie les 9 et 10 janvier avec le

Service historique de la Défense, La Coupole et le CLÉMI Normandie. Une session a été organisée avec l'académie de Versailles les 16 et 17 janvier 2020 aux côtés du musée de l'ordre de la Libération et du CLÉMI-DANE Versailles. Programmée également dans l'académie de Lille les 16 et 17 mars 2020 à La Coupole, elle a dû être ajournée en raison de la crise sanitaire. Par ailleurs, la formation « Résistance, répression, écriture » organisée pour la sixième année consécutive dans l'académie de Versailles avec les Archives nationales et la Maison des écrivains et de la littérature s'est tenue les 30 et 31 janvier 2020. Ces formations seront pour la plupart renouvelées l'an prochain⁽¹⁾.

L'espace pédagogique en ligne *Enseigner la Résistance* (www.reseau-canope.fr/enseigner-la-

résistance/) dirigé par l'IGESR Tristan Lecoq et le professeur Laurent Douzou, associé à l'ouvrage éponyme édité chez Canopé en 2016 et dont la Fondation de la Résistance avait assuré la coordination, a été actualisé pour être mis en conformité avec les nouveaux programmes de terminale en lycée général et technologique et ceux de première professionnelle. Par ailleurs, des liens hypertextes devenus obsolètes ont été actualisés et des références bibliographiques ont été ajoutées. ●

Hélène Staes

(1) Des captations vidéos et sonores de ces formations sont disponibles sur le Musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Un dossier sur les nouveaux programmes de lycée pour la revue *Historiens & Géographes*

En proposant comme points de passage et d'ouverture « Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre » et « De Gaulle et la France libre » les nouveaux programmes de terminale permettent de revenir sur les faits qui ont jalonné l'année 1940, une année charnière de notre histoire : la défaite, l'armistice, l'appel du 18 juin et les débuts de la France libre. Ce coup de projecteur sur 1940 amène à réfléchir sur la façon de penser un événement comme la défaite face à l'Allemagne. Il permet aussi de s'interroger sur les choix et les engagements qui peuvent se poser dans le contexte d'une crise dont il apparaît impossible aux

contemporains de connaître, sur le moment même, l'issue.

La revue *Historiens & Géographes* a confié à la Fondation de la Résistance la coordination d'un dossier permettant une mise au point sur ces questions. Quelques-uns des meilleurs universitaires spécialistes du sujet (Jean-François Muracciole, Gilles Vergnon, Julie Le Gac) ainsi que les enseignants qui travaillent dans les Fondations (Fondation de la Résistance, Fondation de la France libre, Fondation Charles de Gaulle) ont bien voulu y apporter leur contribution. ●

Fabrice Grenard



Historiens & Géographes



L'exposition « Les femmes dans la Résistance » présentée au Mémorial de la France Combattante-Mont-Valérien le 8 mars dernier dans le cadre de la Journée internationale des femmes.

Une exposition sur les femmes dans la Résistance

Agent de liaison, passeuse, rédactrice ou distributrice de la presse clandestine, secrétaire d'état-major, infirmière dans le maquis..., les femmes ont joué un rôle discret mais efficace dans la Résistance française. Pourtant, l'histoire de la Résistance a longtemps été une histoire à dominante masculine, où le rôle des femmes était globalement passé sous silence. S'intéressant davantage à la quotidienneté des résistants et aux complicités indispensables pour permettre à la Résistance de développer ses actions, l'historiographie récente a au contraire contribué à réévaluer la place des femmes dans le phénomène résistant.

Pour rendre compte de ces évolutions, l'équipe de la Fondation de la Résistance a réalisé une exposition consacrée à l'histoire des femmes dans la Résistance. Constituée de 13 panneaux, elle explique les conséquences du contexte de l'Occupation sur la condition féminine, revient sur le rôle qu'ont pu avoir les femmes dans l'émergence de la « résistance pionnière » et les différentes tâches qu'elles ont exercé dans le cadre de la lutte clandestine, propose des portraits de femmes emblématiques de ce qu'a pu être cette résistance au féminin. Cette exposition à vocation pédagogique pourra être présentée dans les établissements scolaires mais aussi dans tous les lieux susceptibles de l'accueillir (musées, établissements culturels, archives). ●

Fabrice Grenard

Suite de la rubrique Activités du département recherche et pédagogie en page 6 ►►

LES FEMMES DANS LA RÉSISTANCE

La place importante prise par l'histoire du genre au sein du monde universitaire ainsi que tous les débats actuels ayant trait à la question de l'égalité entre hommes et femmes ont amené à réinterroger ce qu'avait été le rôle des femmes au sein de la Résistance française, un thème longtemps absent de l'historiographie. Pour rendre compte des travaux récents menés sur le sujet, la Fondation de la Résistance a réalisé une exposition consacrée à l'histoire des femmes dans la Résistance. Constituée de 13 panneaux, elle explique les conséquences du contexte de l'Occupation sur la condition féminine, revient sur le rôle important qu'ont pu avoir les femmes dans l'émergence de la « résistance pionnière » et les différentes tâches qu'elles ont pu exercer dans le cadre de la lutte clandestine, et propose enfin des portraits de femmes emblématiques de ce qu'a pu être cette résistance au féminin. Ce dossier constitue un approfondissement de cette exposition.

SOMMAIRE

- La place des femmes dans le phénomène résistant p. I à VI
Par Fabrice Grenard
- Jacqueline Fleury-Marié, une étudiante dans la Résistance p. VII
Entretien avec Frantz Malassis
- Simone Segouin, une icône de la Résistance armée..... p. VIII
Entretien avec Frantz Malassis

La place des femmes dans le phénomène résistant

Par Fabrice Grenard

Agent de liaison, passeuse, hébergeuse, rédactrice ou distributrice de la presse clandestine, secrétaire d'état-major, infirmière dans le maquis..., les femmes ont joué un rôle discret mais indispensable dans la Résistance française entre 1940 et 1944. Pourtant, l'histoire de la Résistance a longtemps été une histoire à dominante masculine, où le rôle des femmes était globalement passé sous silence. Ce décalage s'explique par les mentalités de l'époque et une historiographie qui s'est d'abord intéressée à la Résistance institutionnelle ou à la lutte armée, deux domaines qui étaient une « affaire d'hommes ». S'intéressant davantage à la quotidienneté des résistants et aux complicités indispensables pour permettre à la Résistance de développer ses actions et étendre son audience, l'historiographie récente a au contraire contribué à réévaluer la place des femmes dans le phénomène résistant.

Être une femme dans la France de Vichy et de l'Occupation

Comprendre le rôle qu'ont joué les femmes dans la Résistance nécessite de replacer dans son contexte l'évolution de la condition féminine entre 1940 et 1944. Alors que le régime de Vichy cherche à cantonner les femmes dans leurs fonctions traditionnelles, les conséquences de la défaite et de l'Occupation favorisent au contraire certaines formes d'émancipation⁽¹⁾.

• Vichy et l'image de la mère-épouse-ménagère

Conformément à sa politique conservatrice, le régime de Vichy souhaite donner aux femmes une place bien définie dans le corps social à travers l'image de la mère-épouse-ménagère. Si une politique nataliste et familiale s'était développée dès la fin de la III^e République, avec l'adoption



Charlotte Nadel et Alain Radiguer dans l'atelier de composition du journal *Défense de la France* installé rue Sainte Cécile à Paris.

Charlotte Nadel, après avoir été formée à la typographie, monte de toutes pièces les différents ateliers de composition du journal édité par le mouvement *Défense de la France* (DF). Assurant la responsabilité de ces ateliers jusqu'à la Libération, elle y forme à son tour des membres de DF au métier d'imprimeur-typographe.

en 1939 du Code de la famille, elle franchit un seuil supplémentaire sous Vichy, qui multiplie les mesures destinées à limiter le travail des femmes et à encourager leur rôle de mère au foyer. Une loi du 11 octobre 1940 interdit le recrutement des femmes mariées dans les services publics, sauf si leur mari ne peut les entretenir. Une propagande massive est organisée à la gloire de la maternité, dont la manifestation la plus importante réside dans la place de la fête des mères, instituée en 1926 mais à laquelle le régime donne une dimension nouvelle.

Cette politique s'accompagne de mesures coercitives et répressives. Les possibilités de divorce prévues par la loi de 1884 sont réduites par une loi du 2 avril 1941. Alors que se multiplient les dénonciations sur des femmes de prisonniers de guerre accusées d'infidélité, une loi du 23 décembre 1942 réprime l'adultère commis avec l'épouse d'un militaire captif en Allemagne. La répression de l'avortement est renforcée, avec la possibilité de soumettre les affaires à une juridiction d'exception, le Tribunal d'État, susceptible de prononcer la peine de mort.

Coll. Fondation de la Résistance - photo Défense de la France

• **Le contexte de l'Occupation favorise certaines formes d'émancipation**

Mais, alors que l'État français exhorte les femmes à revenir à leurs rôles traditionnels, le contexte de l'Occupation favorise certaines formes d'émancipation. L'absence des hommes (1,8 million de prisonniers de guerre en Allemagne) oblige de nombreuses femmes à assumer de nouvelles responsabilités tant sur le plan économique (en remplaçant la main-d'œuvre masculine absente) que dans la sphère familiale.

Surtout, parce qu'elles sont les plus impliquées dans les tâches quotidiennes et se débattent chaque jour avec les contraintes du rationnement, les femmes sont les plus exposées aux difficultés de ravitaillement provoquées par les pénuries. Cela explique logiquement qu'elles soient les premières à manifester collectivement contre le régime de Vichy incapable d'assurer un système de ravitaillement efficace. Des manifestations dites de « ménagères » se développent à partir de l'automne 1940. Certaines sont spontanées. D'autres sont encouragées par les éléments du Parti communiste, qui renaissent dans la clandestinité et qui cherchent à utiliser les difficultés de la vie quotidienne pour mobiliser l'opinion contre Vichy. Des militantes infiltrèrent les files d'attente

pour favoriser la contestation. À Paris, deux de ces manifestations connaissent un certain retentissement. Le 31 mai 1942, un groupe de militantes dirigées par Madeleine Marzin envahit le magasin d'alimentation Eco situé rue de Buci pour s'emparer des stocks de boîtes de sardines et les distribuer aux femmes qui font la queue. *L'Humanité* clandestine évoquera la manifestation dans son numéro de juin 1942. Et le 1^{er} août 1942, c'est la militante Lise Ricol, future Lise London, qui arrange rue Daguerre la foule pour investir l'épicerie Félix Potin⁽²⁾. Madeleine Marzin et Lise Ricol seront toutes deux arrêtées. Condamnée à mort puis graciée, la première s'évadera lors d'un transfert tandis que la seconde sera déportée à Ravensbrück.

La place des femmes dans les organisations pionnières de la Résistance

Dans un pays vaincu, humilié et privé d'une partie de sa population masculine emmenée en captivité en Allemagne, les femmes sont souvent les premières à réagir et à initier un esprit de résistance. La proportion des femmes mais aussi

les fonctions qu'elles assument dans la première résistance, celle des débuts, où tout doit être inventé, apparaissent plus importantes que dans la Résistance organisée qui se développe à partir de 1941. Ce fait est d'autant plus remarquable que « résister » pour une femme implique une double transgression : à l'égard de l'ordre imposé par Vichy et l'occupant d'une part, à l'égard de l'ordre traditionnel des sexes d'autre part.

• **Des femmes poussent des hommes à agir**

Contrairement à l'idée dominante selon laquelle les femmes engagées en résistance auraient suivi un homme de leur entourage (père, époux, frère), certaines ont pu jouer un rôle déterminant pour pousser des hommes à agir et les amener à résister. À l'automne 1940, lors de la rentrée universitaire à la Sorbonne, Hélène Mordkovitch amène Philippe Viannay, son futur époux, qu'elle rencontre sur les bancs de l'université, à s'engager concrètement en résistance. Comme à d'autres étudiants de confiance, le jeune homme ne lui cache pas ses sentiments germanophobes. Cependant, Hélène lui reproche son manque d'actions concrètes. Poussé dans ses retranchements, Philippe Viannay lui explique alors qu'il veut créer un journal clandestin et lui demande de le rejoindre dans ce projet



Musée de l'Ordre de la Libération

Berty Albrecht.

Berty Albrecht joue un rôle déterminant dans l'orientation du mouvement Combat auprès de Henri Frenay, son fondateur.

Cette proposition marque la naissance à Paris du mouvement Défense de la France⁽³⁾.

L'exemple le plus célèbre reste sans doute le rôle joué par Berty Albrecht auprès du capitaine Henri Frenay, fondateur au cours de l'automne 1940 d'un mouvement qui deviendra, sous le nom de Combat, le principal mouvement de zone Sud. Évoquant son basculement en résistance, Frenay témoigne : « je suis fils d'officier saint-cyrien, moi-même saint-cyrien passé par l'école de guerre [...] issu d'une bonne vieille bourgeoisie lyonnaise, catholique, pratiquante [...] normalement j'aurais dû en 1940 suivre Pétain aveuglément comme la quasi-totalité de ma famille l'a suivi, par devoir, par sens patriotique [...] mais j'ai eu une chance, c'est de connaître Berty Albrecht⁽⁴⁾ ». Frenay a rencontré en 1935 cette militante antifasciste et féministe qui a créé un centre d'accueil pour les réfugiés allemands fuyant le régime hitlérien. C'est elle qui, dès la fin des années 1930, informe l'officier des dangers du nazisme. Lorsque le capitaine décide, fin 1940, de quitter l'armée d'armistice pour développer son mouvement clandestin, Berty Albrecht le seconde dans sa tâche. Elle lui apporte une aide considérable pour réaliser et diffuser le journal du mouvement, intitulé dans un premier temps *Bulletin d'information et de propagande* puis à partir de mai 1941 *Les Petites Ailes de France*. Jusqu'à son arrestation en janvier 1942, Berty Albrecht s'impose comme l'alter ego de Frenay à la tête de l'organisation clandestine.

• **Une présence féminine importante dans les premières organisations clandestines**

En zone occupée, où la Résistance apparaît plus précoce qu'en zone Sud du fait du poids de la présence allemande, des organisations clandestines apparaissent dès les premiers mois de l'Occupation. Les femmes y sont très présentes et exercent souvent un rôle de premier plan⁽⁵⁾.



Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne/fonds presse clandestine

Bulletin clandestin des Comités populaires féminins, n° 2, janvier 1941.

Cet organe des comités populaires féminins appelle les femmes à organiser des manifestations dites de « ménagères » pour obtenir un ravitaillement meilleur et plus équitable.



Association Germaine Tillion

Germaine Tillion.

Germaine Tillion exerce le rôle de « tête chercheuse » des premiers noyaux de résistance à Paris fin 1940.

L'organisation qui recevra à la fin de la guerre le nom de « réseau du musée de l'Homme », avant d'être dirigée par le linguiste Boris Vildé, a été initiée dès juillet 1940 par la bibliothécaire Yvonne Odon. C'est elle qui recrute les premiers membres de son noyau initial. À son apogée, au début 1941, avant d'être démantelé au printemps, le groupe du musée de l'Homme compte 11 femmes sur 32 membres reconnus officiellement après la guerre.

Autre figure de la résistance pionnière, l'ethnologue Germaine Tillion anime aux côtés du colonel Paul Hauet une association d'aide aux combattants coloniaux, l'Union nationale des combattants coloniaux (UNCC). Derrière une couverture et des activités légales (envois de colis pour les prisonniers), l'UNCC développe des actions clandestines en faveur des prisonniers évadés, avec la constitution de filières leur permettant de rejoindre la zone Sud. L'ethnologue s'impose également, selon sa propre expression, comme l'une des « têtes chercheuses » de la résistance naissante en région parisienne, en jetant des passerelles entre des noyaux au départ distincts mais qui finissent par établir des liens avec le groupe du musée de l'Homme⁽⁶⁾.

Grâce aux relations d'Hélène Mordkovitch, co-fondatrice avec Philippe Viannay et Robert Salmon du mouvement Défense de la France, des jeunes femmes comme Jacqueline Pardon ou Charlotte Nadel, rejoignent le noyau initial de cette organisation qui recrute à la Sorbonne et dans les milieux étudiants et lycéens parisiens. Pour se développer en zone Nord en 1941, le mouvement Combat s'appuie sur le réseau professionnel de Berty Albrecht au sein des surintendantes d'usines de la région parisienne. Le comité directeur de Combat-nord comprend quatre femmes sur huit membres.

Dans le Nord, où des formes de résistance naissent rapidement dans une région qui a été très durement marquée par l'occupation allemande de 1914⁽⁷⁾, des femmes exercent un rôle de premier plan dans la lutte qui se met en place contre l'occupant. À Béthune, Sylvette Leleu organise dès l'été 1940 l'un des premiers réseaux pour aider les prisonniers de guerre évadés. Ce réseau mène également des activités de renseignements sur les installations militaires allemandes et noue des contacts avec le groupe du musée de l'Homme. À Loos-les-Lens, dans la banlieue de Lille, Émilienne Moreau-Évrard avait déjà participé à la résistance lors de l'occupation de 1914. Mise en résidence surveillée par les Allemands en 1940, elle reprend ses activités résistantes en utilisant différents pseudonymes. Elle assure la diffusion des tracts et des journaux clandestins socialistes tels *L'Homme libre* puis *La IV^e République*, mais aussi *La Voix du Nord*. Elle travaille comme agent de renseignements pour les services secrets britanniques de l'*Intelligence Service*. Contrainte de fuir avec son mari, lui aussi résistant, en zone Sud, Émilienne s'installe à Lyon. Elle y mène une intense activité d'agent de liaison pour le Comité d'action socialiste (CAS) de zone Sud puis, à partir de mars 1943, pour le parti socialiste clandestin et enfin pour le réseau de renseignement Brutus. Émilienne Moreau-Évrard sera l'une des six femmes faites compagnons de la Libération.

Des femmes rejoignent de Gaulle à Londres

Parmi les premiers Français libres figurent également des Françaises qui répondent dès l'été 1940 à l'appel du général de Gaulle⁽⁸⁾. Le parcours

de ces femmes engagées dans la France libre est varié. Certaines travaillaient ou étudiaient en Angleterre au moment de la défaite. D'autres, ont fui la France à bord de navires (Jeanne Bohec) ou en passant par l'Espagne (Tereska Szwarz, future Torrès). D'autres encore ont quitté des territoires de l'Empire colonial, comme les Néo-Calédoniennes Raymonde Rolly et Raymonde Jore.

Toutes ces femmes refusent par patriotisme la défaite. Elles écrivent à de Gaulle ou se présentent à son quartier général lors de leur arrivée en Angleterre pour lui demander d'intégrer les Forces françaises libres (FFL). Pour satisfaire leur demande et éviter que des Françaises ne s'engagent directement dans les *Auxiliary Territorial Service* (ATS) britanniques, de Gaulle crée en octobre 1940 une unité militaire féminine, le Corps féminin, rebaptisé l'année suivante Corps des Volontaires françaises (CVF). La direction en est confiée à la championne de tennis Simonne Mathieu. En octobre 1941, Hélène Terré lui succède, jusqu'à la Libération.

• Les volontaires féminines évoluent sur tous les théâtres militaires où est engagée la France libre

Les 100 premières volontaires sont enrôlées entre novembre 1940 et janvier 1941. L'effectif sera ensuite élargi à 500 personnes en 1942. En décembre 1942 est institué un Corps féminin des Transmissions (CFT), dirigé par Alla Dumesnil. Les membres de ce CFT seront surnommés les « merlinettes », en référence à leur créateur, le colonel Merlin. Joséphine Baker fut l'une d'entre elles.



Inspection du Corps féminin de la France libre.

Simonne Mathieu passe en revue un premier contingent du Corps féminin de la France libre à Londres en décembre 1940.

Musée de la Libération de Paris-musée du général Leclerc- musée Jean Moulin / coll. Tereska Torrès



Cliché André Cartieron/Archives départementales de Haute-Savoie, 7 F11271/conseil départemental de Haute-Savoie

Les femmes agents de liaisons.

20 août 1944. Juchées sur leur bicyclette, qui était le mode de locomotion le plus employé durant leur mission, des jeunes femmes agents de liaison défilent dans Annecy libérée (Haute-Savoie).

Ces femmes signent le même engagement que les hommes. Pour la première fois au sein de l'armée française, elles sont de vraies militaires, encasernées et pour certaines gradées. Jusqu'à la fin de la guerre, les volontaires du Corps féminin évoluent sur tous les théâtres militaires où est engagée la France libre, notamment en Afrique et au Levant. Elles servent dans les trois armes aux postes qui ne les exposent pas directement au combat (secrétaires, ambulancières, infirmières, conductrices, médecins, etc.). Quelques-unes sont également parachutées en métropole pour différentes missions, comme ce sera le cas en février 1944 de Jeanne Bohec.

Les femmes, « intendantes de la Résistance »

En s'organisant et en se structurant à partir de 1941 et surtout 1942, la Résistance intérieure devient plus institutionnelle et renoue avec les pesanteurs socioculturelles de l'époque, cantonnant les femmes dans des fonctions traditionnellement considérées comme « féminines » (dactylos, secrétaires, agents de liaison). Dans un tel contexte, peu de femmes occupent des responsabilités importantes au sein des organigrammes de la Résistance, même si quelques exceptions existent. Marie-Madeleine Fourcade est l'une des très rares femmes ayant été chef d'un réseau en France : à la tête du réseau Alliance, elle succède au commandant Loustau-Lacau après son arrestation en 1941. Co-fondatrice du mouvement Libération-Sud, Lucie Aubrac siège à son comité directeur. C'est elle qui dirige le corps franc chargé de libérer son époux Raymond arrêté avec Jean Moulin à Caluire. Lorsqu'elle rejoint début 1943 Défense de la France, Geneviève de Gaulle, la nièce du général, intègre du fait de sa personnalité son comité directeur. Sous le pseudonyme de *Gallia*,

elle est la seule femme à publier dans le journal du mouvement.

Ces quelques figures de femmes résistantes ayant en fait occupé des rôles normalement dévolus aux hommes seront mises en avant à la fin de la guerre quand on cherchera à développer l'image d'une société française dont toutes les composantes auraient résisté. Elles apparaissent toutefois assez peu révélatrices de ce que fut la résistance au féminin. Agissant dans l'ombre, s'occupant des tâches quotidiennes, intervenant dans des domaines considérés comme leur étant réservés selon les représentations sociales de l'époque, les femmes ont à bien des égards été les « *intendantes de la Résistance*⁽⁹⁾ ».

• Secrétaires et agents de liaison

Parce qu'elles peuvent franchir plus facilement les contrôles, les femmes sont souvent utilisées par les organisations résistantes comme agents de liaison, pour transporter des messages ou des documents. Au sein des états-majors, ce rôle d'agent de liaison peut-être couplé avec des tâches administratives indispensables pour le bon fonctionnement de l'organisation. Étudiante en médecine ayant rejoint la Résistance en 1943, Janine Carloti est par exemple affectée en mars 1944 au secrétariat parisien du mouvement Franc-Tireur et devient la secrétaire personnelle du chef national, Jean-Pierre Levy. C'est elle également qui assure la liaison avec le comité directeur du Mouvement de Libération nationale (MLN) qui unifie les principaux mouvements de zone Nord et de zone Sud.

Lorsque l'organisation publie un journal clandestin, les tâches de secrétariat nécessaires sont souvent confiées à des femmes, du fait des compétences qu'elles peuvent avoir dans ce domaine, comme par exemple le fait de savoir taper à la machine à écrire. Le journal *Défense de la*

France devient à partir de 1942 l'un des plus grands tirages de la presse clandestine. Son secrétariat est presque entièrement aux mains d'une équipe de jeunes femmes (Charlotte Nadel, Suzanne Guyotat, Jacqueline Borgel, Lucie Montet) rassemblée autour d'Hélène Mordkovitch-Viannay.

Parmi les fonctions réservées aux femmes se trouve également l'organisation des services sociaux mis en place pour venir en aide aux familles des personnes arrêtées et déportées. Berty Albrecht a fondé celui de Combat, Nicole Brunshwig celui de Libération-Sud, Micheline Eude celui de Franc-Tireur. Aux différents échelons, la direction de ces services sociaux est le plus souvent confiée à des femmes, comme le montre l'exemple de l'institutrice Pierrette Brochay, qui après avoir été agent de liaison devient en 1943 responsable du service social de Combat puis en 1944 des MUR dans le Rhône.

Au cœur des filières de sauvetage

Du fait de leurs « fonctions sociales », les femmes sont souvent les premières concernées par l'aide aux réfugiés et persécutés lorsqu'il s'agit d'assurer le ravitaillement, un hébergement, une prise en charge quotidienne. Elles apparaissent au cœur d'une « résistance civile » faite de petits gestes quotidiens au sein des foyers et sur « *le pas de la porte*⁽¹⁰⁾ ».

Comme Simone Martin-Chauffier dans sa maison de Collonges (Rhône) ou Odile de Vasselot au sein du réseau Comète, de nombreuses femmes participent aux réseaux de Résistance ou aux filières de sauvetage en hébergeant, nourrissant et convoyant des prisonniers de guerre évadés, des aviateurs alliés abattus au-dessus de la France mais aussi des Juifs fuyant les rafles et les persécutions. D'autres, comme Jeanne Brousse, qui travaille à la préfecture de Haute-Savoie, profitent d'être

employées dans une administration pour détourner les tampons nécessaires à la fabrication de faux-papiers, subtiliser des documents, prévenir d'une arrestation ou d'une rafle. Les femmes sont également très présentes au sein des organismes de secours (Œuvre de secours aux enfants notamment) qui mettent sur pied des filières de passage vers la Suisse pour les enfants juifs. En Haute-Savoie, l'une de ces filières est animée par Marianne Cohn, qui est arrêtée le 31 mai 1944 près d'Annemasse avec un groupe de 28 enfants juifs. Et sans forcément appartenir à une organisation de résistance, nombreuses sont les femmes « anonymes » qui ont pu être sollicitées pour apporter une aide à des personnes recherchées et ont accepté de le faire. Au sein de la région Rhône-Alpes, particulièrement concernée par le sauvetage du fait de la proximité de la Suisse, 325 femmes ont à ce jour été reconnues comme « Justes parmi les Nations » pour avoir aidé des Juifs⁽¹⁾.

• L'aide apportée aux maquisards

L'univers des maquis, constitués de petits groupes de combattants agissant depuis les montagnes et forêts qui se développent à partir du printemps 1943, est totalement masculin. Pour des raisons liées aux représentations de l'époque (les femmes ne combattent pas) mais aussi parce que l'organisation précaire des camps ne permettait pas de les héberger sans qu'elles n'aient à subir une trop grande promiscuité avec les hommes, les femmes ne séjournent pas dans les maquis. Elles n'en participent pas moins de façon indirecte à la vie des camps. De jeunes agents de liaison

deviennent des figures familières des maquisards qu'elles sont amenées à rencontrer à l'occasion de leurs missions. Ce fut le cas par exemple d'Anna Coissac au maquis Guingouin (Haute-Vienne), ou de Simone Sauter au maquis Surcouf (Eure). Le rôle de ces agents de liaison est essentiel pour permettre aux maquisards de maintenir des liens avec l'extérieur. Tom Morel, le chef du maquis des Glières, conclut un message adressé à Colette et Louise Périès, deux jeunes agents de liaison de l'Armée secrète, en écrivant : « *tous les espoirs sont permis tant qu'il y aura des filles de France pour faire ce que vous faites* ».

En apportant leur aide aux maquisards et en participant au ravitaillement des camps, des femmes plus âgées ont également pu recevoir le surnom de « mère du maquis ». C'est le cas en Haute-Vienne pour Maria Bourdarias. Cette agricultrice dont la ferme se trouve près d'Eymoutiers ravitaille le maquis, cache des stocks d'armes et de matériels, accueille les maquisards malades ou blessés.

• Dans les combats de la Libération

L'annonce du débarquement de Normandie marque le début de la bataille pour la Libération. Alors que les combats dans lesquels se trouvent désormais engagés les résistants amènent à développer des structures capables de prendre en charge les blessés, de nombreuses femmes rejoignent comme infirmières les Forces françaises de l'intérieur (FFI). Le sort des infirmières de la grotte de la Luire, l'hôpital de campagne du maquis du Vercors en juillet 1944, rappelle les risques pris par ces jeunes volontaires. Après que les Allemands

aient découvert la grotte et massacré les blessés, les sept infirmières présentes sont déportées au camp de Ravensbrück.

Dans le contexte des combats de l'été 1944, les missions de liaisons revêtent une importance nouvelle pour maintenir les liens entre les échelons de commandements. Des femmes prennent des risques considérables pour les assurer. Denise Jacob, future épouse Vernay et sœur de Simone Veil, effectue la liaison entre l'état-major des Mouvements unis de la Résistance (MUR) à Lyon et le chef départemental en Haute-Savoie, Georges Guidolet. Elle multiplie en bicyclette des déplacements qui, dans le contexte de l'été 1944, se révèlent extrêmement dangereux. C'est à l'occasion de l'un d'entre-eux qu'elle est arrêtée en étant porteuse de matériel révélant ses activités. Remise à la Gestapo de Lyon, elle est déportée au camp de Ravensbrück le 26 juillet 1944.

Si conformément aux représentations sociales de l'époque la lutte armée était d'abord une affaire d'hommes, des exceptions ont pu exister, avec quelques exemples de femmes qui ont participé aux combats de la Libération. Des femmes ayant rejoint la France libre sont parachutées en 1944 dans le cadre des missions interalliées destinées à agir sur le terrain au moment du Débarquement. Si la plupart exercent le rôle d'agent de liaison ou d'opérateur radio, l'une d'entre-elles, Jeanne Bohec, a eu un rôle plus singulier. Elle est la seule à partir en France comme instructrice de sabotage, une spécialité éminemment masculine. Surnommée « *la plastiqueuse à bicyclette* », elle rejoint la région de Saint-Marcel (Morbihan) pour y instruire des équipes de saboteurs.

Pour des raisons idéologiques, les femmes sont plus nombreuses à porter les armes au sein des Francs-tireurs et partisans (FTP). Nommée début 1944 au sein du triangle de direction des FTP-MOI de la zone Nord, Christina Boïco est en première ligne pour l'insurrection de l'été 1944 et obtient le grade de lieutenant. Madeleine Riffaud, qui a rejoint les FTP en mars 1944, abat en plein jour à Paris un sous-officier allemand le 23 juillet 1944. C'est elle qui dirige un mois plus tard le 23 août 1944 le commando chargé d'attaquer aux Buttes-Chaumont un train allemand pour l'empêcher d'amener des munitions à Paris. À partir de l'automne 1944, des photographies d'une combattante armée d'un pistolet-mitrailleur lors de la libération de Chartres sont largement diffusées. Cette jeune FTP, Simone Segouin, n'a que 19 ans. Elle deviendra le symbole de la participation des femmes aux combats de la Libération bien que le phénomène soit demeuré très minoritaire (cf p.VIII).

Être femme et résistante

Du fait de la place qu'elles occupent dans la société et des fonctions qui leur reviennent dans la cellule familiale, les femmes vivent forcément l'expérience résistante d'une façon différente par



Les infirmières de la grotte de la Luire au maquis du Vercors.

Des maquisards du Vercors sont soignés par des médecins et des infirmières dans la grotte de la Luire transformée en infirmerie de fortune. Tous les blessés ainsi que les médecins seront massacrés par les Allemands après l'attaque du 27 juillet 1944. Les infirmières seront déportées.

© Service historique de la Défense, Vincennes/fonds du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

rapport aux hommes. Les résistantes continuent malgré leur engagement de remplir leur rôle de femme, de mère et d'épouse. Chef départemental de Libération-Sud dans l'Isère, Marguerite Gonnet s'occupe de ses huit enfants tout en menant ses activités clandestines. Lorsque des couples résistent ensemble, les rôles sont très clairement genrés. Ida, l'épouse de Claude Bourdet, l'un des responsables du mouvement Combat, aide son mari dans ses activités résistantes. C'est elle qui gère la « logistique » nécessaire au quotidien et s'occupe de lui trouver une demeure « sûre ». Lors des événements de la libération de Paris, Cécile Rol-Tanguy agit dans l'ombre de son mari, chef régional FFI. Elle est à la fois son agent de liaison et sa secrétaire. Le 19 août 1944, c'est elle qui tape à la machine à écrire, sous la dictée d'Henri, l'appel à l'insurrection des Parisiens.

Outre le fait que les activités au sein de la Résistance gardent souvent un caractère distinct suivant les sexes, les tâches qui sont confiées aux femmes peuvent également amener à mettre en avant leur féminité. Le fait par exemple qu'elles soient moins fouillées que les hommes et puissent franchir plus facilement les contrôles en ayant recours à un sourire ou une parole agréable explique que les femmes aient été investies du rôle d'agent de liaison. Certaines ont également pu recourir à la séduction pour obtenir des renseignements dont avaient besoin leur organisation. Marguerite Duras, qui participe au réseau de François Mitterrand entretient avec l'accord de ce dernier une relation ambiguë avec un agent de la Gestapo pour tenter d'obtenir des informations sur le sort de son mari, Robert Antelme, arrêté le 1^{er} juin 1944.

• Amours en résistance

Dans un univers majoritairement masculin, une présence féminine peut constituer un élément déstabilisant. « *Nous fûmes tellement surpris par cette apparition féminine que nous l'avons dévisagée effrontément, d'autant plus qu'elle était vraiment très jolie* » témoigne le maquisard du Vercors Marc Serratrice en évoquant sa rencontre avec « Miss Pauline » membre de la mission alliée Eucalyptus parachutée sur le plateau⁽¹²⁾.

(1) François Rouquet, « Le sort des femmes sous le gouvernement de Vichy », *Lien social et politique*, n°36 (1996).

(2) Lise London, *La ménagère de la rue Daguerra, souvenirs de résistance*, Paris, Le Seuil, 1995.

(3) <https://enseignants.lumni.fr/helene-viannay-evoque-les-debuts-du-mouvement-defense-de-la-france>

(4) <https://enseignants.lumni.fr/henry-frenay-evoque-les-motivations-qui-l-ont-amene-a-resister-des-1940>

(5) Julien Blanc, « Résistance pionnière, reconnaissance et genre » in Laurent Douzou, Mercedes Yusta, *La Résistance au prisme du genre*, Rennes, PUR, 2018.

Bien que tout était fait pour décourager les attachements sentimentaux, susceptibles de rendre plus vulnérables, de nombreux couples se sont pourtant formés dans la Résistance. Travailler côte à côte, nourrir des idéaux communs et prendre des risques ensemble favorisent les rapprochements. Le double contexte de clandestinité et de transgression lié à l'engagement résistant pouvait amener des hommes ou des femmes éloignés de leur famille



Moment de détente d'un couple engagé dans la Résistance.

Suzanne et Léo Hamon tous deux résistants posent avec leur jeune fils dans le Quercy en 1943.

à connaître des relations adultères. Il est fréquent également que de jeunes femmes agents de liaison aient eu des relations amoureuses avec le chef pour qui elles travaillaient. Certaines histoires ne furent qu'éphémères, d'autres se « régulariseront » après la guerre. Si des exemples comme ceux des époux Aubrac, Rol-Tanguy ou Bourdet montrent que la Résistance pouvait être une affaire de couple,

(6) Germaine Tillion, « Première résistance en zone occupée. Du côté du réseau du musée de l'Homme », *Esprit*, n° 261, février 2000.

(7) Cette précocité a bien été mise en avant par Catherine Lacour-Astol dans une démarche consistant à envisager la résistance des femmes à travers la répression allemande (*Le genre de la Résistance. La résistance féminine dans le Nord de la France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015).

(8) Sébastien Albertelli, *Elles ont suivi de Gaulle. Histoire du Corps des Volontaires françaises*, Paris, Perrin, 2020.

nombreuses sont aussi les rencontres amoureuses et les relations qui se sont formées dans le cadre de la Résistance et déboucheront sur un mariage au moment de la Libération. Alors que la jeune Danielle Gouze était agent de liaison au sein de son organisation, elle rencontre au début 1944 « Morland » (François Mitterrand). Celui-ci lui confie la mission de l'accompagner lors d'un déplacement en train en se faisant passer pour sa fiancée afin de lui fournir une « couverture ». Danielle et François Mitterrand se marieront à Paris le 24 octobre 1944.

Tous les exemples développés dans ce dossier montrent l'écart important qui existe entre la part prise par les femmes dans la Résistance et sa reconnaissance officielle à la fin de la guerre. Les femmes ne représentent qu'environ 10% des titulaires de la carte de combattant volontaire de la Résistance (CVR) et à peine 9% des récipiendaires de la médaille de la Résistance française. On ne compte également que six femmes parmi les 1 038 compagnons de la Libération.

Cet écart s'explique par la nature même de la résistance féminine, plus difficilement « mesurable » dès lors qu'elle consiste davantage à développer de petits gestes quotidiens plutôt que d'agir dans des groupes paramilitaires. Du fait de leur héritage politique et de leur capital culturel, les femmes sont également nombreuses à ne pas s'être définies comme « résistantes » et à n'avoir demandé aucune reconnaissance ni médaille. Mais s'il n'a pas toujours été reconnu de façon officielle, le rôle des femmes dans la Résistance n'en a pas moins été indispensable. Car c'est souvent « par » et « autour » des femmes que s'est organisée la quotidienneté de la Résistance. Derrière chaque résistant, une mère, une épouse, une amie ou une sœur était en soutien, exerçant de multiples services, des plus anodins aux plus audacieux. Henri Rol-Tanguy expliquera après la guerre que sans son épouse Cécile « *la moitié de son travail aurait été impossible* ». Et, à bien des égards, le fait que le droit de vote leur soit accordé à la fin de l'Occupation par une ordonnance d'avril 1944, après avoir été repoussé à plusieurs reprises au cours de l'entre-deux-guerres, constitua aussi une forme, même indirecte, de reconnaissance de la nation aux femmes pour le rôle que certaines d'entre-elles avaient pu jouer dans la Résistance.

(9) Claire Andrieu, « Les résistantes, perspectives de recherche », *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1997.

(10) Laurent Douzou, « La Résistance, une affaire d'hommes? », in François Rouquet, Danièle Voldman, « Identités féminines et violence politiques (1936-1946) », *Les Cahiers de l'IHTP*, octobre 1995.

(11) Cindy Besse, *Les Justes parmi les nations de la Région-Rhône-Alpes*, thèse de doctorat, Lyon 3, 2015.

(12) Marc Serratrice, *Avoir 20 ans au maquis du Vercors*, Paris, Anovi, p. 227.

Jacqueline Fleury-Marié, une étudiante dans la Résistance

Entretien avec Frantz Malassis

En juin 1940, Jacqueline Marié n'a que 16 ans mais son héritage familial, marqué par l'occupation allemande dans le Soissonnais durant la guerre 1914-1918, l'amène à refuser la défaite et l'occupation. Vivant à Versailles, toute la famille Marié s'engage dans la Résistance. Son père entre à l'OCM (Organisation civile et militaire). Sa mère accueille à son foyer des résistants. Son frère Pierre est membre du réseau Mithridate. Jacqueline, alors étudiante, agit au sein du mouvement Défense de la France avant de devenir agent de liaison du réseau Mithridate. En 1944, la répression allemande s'abat sur cette famille résistante. Le 15 août 1944, Jacqueline et sa mère sont déportées à Ravensbrück tandis que son père est interné au camp de Buchenwald.

Comment êtes-vous entrée en Résistance et quelles sont les missions que vous y accomplissiez ?

J'ai eu mes premiers contacts avec la Résistance grâce à mon professeur de lettres Yvette Gouineau qui fut une figure de la Résistance en région parisienne de 1940 à 1944. Elle m'a confié mes premières missions. Ensuite, je suis devenue active au sein de Défense de la France. Je me rendais alors souvent à Paris pour chercher des exemplaires du journal clandestin que je distribuais avec d'autres membres du mouvement dans toute la région versaillaise. Pour le réseau Mithridate, j'étais agent de liaison mais je m'occupais aussi de rechercher des lieux à partir desquels les radios clandestins pouvaient émettre. Je sollicitais des amis et des connaissances dans Versailles et ses alentours. Convaincre les bonnes volontés n'était pas chose facile car ouvrir sa porte à un radio était extrêmement dangereux tant ils étaient pourchassés par les Allemands.

Lors de vos déplacements, le fait que vous soyez une jeune femme était-il plus facile pour éviter les contrôles ?

Pour mes missions j'empruntais beaucoup les transports en commun mais il y avait peu de trains et peu de métros. Les temps de trajets étaient très aléatoires. Les attentes inopinées étaient fréquentes. Lors des alertes, les rames des métros s'arrêtaient brutalement et bien souvent il nous fallait achever notre parcours à pieds dans les tunnels. Les gares et les stations du métro étaient très surveillées. Tout cela rendait nos voyages excessivement compliqués et dangereux. Le fait que j'avais l'air d'une gamine m'a certainement aidé. D'ailleurs, j'en jouais un peu. Cependant lorsque je voyais la police allemande ou française dans les gares j'étais malgré tout pleine d'anxiété. J'ai eu de la chance je n'ai jamais été contrôlée.

À Défense de la France, l'impression et la diffusion du journal sont presque entièrement gérées par des femmes. Mais aucune n'écrit dans ses colonnes hormis Geneviève de Gaulle. Ressentiez-vous cette séparation « genrée » dans la Résistance ?

J'étais très jeune et je n'ai pas le souvenir de cela mais vous savez c'était un peu dans les mœurs

de l'époque. Moi j'avais la chance d'évoluer dans une famille à l'esprit très moderne. Ma mère avait poursuivi des études et conduisait une voiture, chose qui n'était pas commune pour une femme à l'époque. Au sein de ma famille toute engagée dans la Résistance et extrêmement unie, je n'ai pas ressenti les différences que vous évoquez. J'avais une grande connivence avec mon frère aîné. Lorsqu'il a subtilisé des plans du mur de l'Atlantique et de l'arsenal de Cherbourg au château de la Maye à Versailles, c'est tout naturellement qu'il m'a demandé ainsi qu'à plusieurs jeunes filles du réseau de reproduire ce document hautement stratégique sur plusieurs calques avant de l'envoyer à Londres. Les jeunes filles que nous étions avions la réputation d'être plus soignées et plus appliquées dans cette tâche délicate et de longue haleine.

En 1944, les femmes obtiennent le droit de vote. Considérez-vous que cela a pu constituer une forme de reconnaissance du rôle des femmes dans la Résistance ?

Avant la guerre, dans ma famille personne n'a le droit de vote, pas même mon père du fait de son statut de militaire. De par le rôle durant la Grande Guerre et dans la Résistance, il était temps que la France accorde le droit de vote aux femmes. Malheureusement je n'ai pas pu voter lors des élections municipales d'avril 1945 car je n'étais pas encore rentrée de déportation. Aujourd'hui c'est toujours quelque chose de très important pour moi que de participer à la vie démocratique de mon Pays et seul le début de la pandémie de Covid-19 m'a empêché de faire mon devoir de citoyenne en mars dernier.

Seules 9 % de ceux qui se sont vus décerner la médaille de la Résistance française sont des femmes, 10 % pour la carte de combattant volontaire de la Résistance. Comment considérez-vous ce décalage entre leur rôle et ces reconnaissances officielles ?

C'est inexplicable mais au lendemain de la guerre on vivait encore sous la grande emprise des hommes. Sans les femmes la Résistance française n'aurait pas été ce qu'elle fut ! Je pense à l'aide apportée aux maquis, à toutes les tâches d'intendance sans lesquelles la Résistance n'aurait pas pu exister.



Photo Hervé Guillemet

Durant la Résistance et durant ma déportation, j'ai connu beaucoup de femmes extraordinaires et j'ai l'impression que beaucoup d'entre elles ont été un peu oubliées. Mais il y a toujours des raisons d'espérer. Ainsi, récemment j'ai été décorée de la grand'croix de la Légion d'honneur par le Président de la République qui a prononcé un beau discours rendant hommage aux résistantes françaises. Cela m'a été droit au cœur.

Parlant de vos camarades de résistance et de déportation, vous dites dans votre témoignage⁽¹⁾ : « Chaque nuit, je vois vos visages. Chaque nuit j'entends vos voix ». Quels sont les liens indéfectibles qui vous unissent à elles ?

Le souvenir de toutes mes camarades est toujours présent. J'ai vraiment côtoyé de très belles figures. À mon retour de déportation, j'ai rejoint l'Association nationale des anciennes Déportées et Internées de la Résistance (ADIR) créée dès la fin de 1944. Dans notre bulletin *Voix et Visages*, nous avons essayé d'évoquer les parcours de toutes ces figures lumineuses, de toutes ces belles rencontres jamais oubliées. Je pense par exemple aux infirmières du maquis du Vercors dont plusieurs ont été mes compagnes de misère jusqu'à la « marche de la mort » du 13 avril 1945.

Pouvez-vous nous parler du rôle de l'ADIR lors du retour des déportées ?

Fondée en 1944 par Irène Delmas, une internée de la Résistance, l'ADIR a été quelque chose d'unique pour toutes les femmes déportées à leur retour. Cette association a permis à beaucoup d'entre nous de se reconstruire après l'épreuve concentrationnaire. Au sortir de la guerre, l'aide sociale et le foyer de l'ADIR ont été essentiels pour toutes celles qui avaient tout perdu et qui se trouvaient dans un dénuement extrême. J'ai succédé à mon amie Geneviève de Gaulle à la présidence de l'ADIR, avant sa dissolution en 2006. Je dois vous dire que cela fut très douloureux pour moi d'être la dernière présidente d'une association qui avait tant compté pour nous toutes. Ce fut un lieu de dialogue et d'amitié qui dura plus de soixante ans.

(1) Jacqueline Fleury-Marié avec Jérôme Cordelier, *Résistante*, Paris, Calmann-Lévy, 2019.

Simone Segouin, une icône de la Résistance féminine armée

Entretien avec Frantz Malassis

Née en 1925 à Thivars en Eure-et-Loir, Simone Segouin s'engage dans la résistance locale en février 1944 et rejoint le groupe des Francs-tireurs et partisans (FTP) du lieutenant Roland Boursier. Après avoir accompli de nombreuses missions de liaison, elle est associée à la lutte armée de son groupe, ce qui est une chose exceptionnelle pour une résistante. Dès l'été 1944, elle accède à une certaine notoriété lorsque commence à être diffusées des photographies la représentant armée d'un pistolet-mitrailleur pris aux Allemands lors de la venue du général de Gaulle à Chartres le 23 août 1944. La presse locale lui rend hommage et un reporter de l'armée américaine, Jack Belden, lui consacre un article dans la revue *Life* du 4 septembre 1944. Elle devient alors le symbole de la participation des femmes à la lutte armée bien que le phénomène soit demeuré très minoritaire en France⁽¹⁾. Simone Segouin a bien voulu nous recevoir en mars dernier pour revenir sur cet épisode marquant de sa vie.

Comment êtes-vous entrée en Résistance ? À la suite de quelles circonstances ?

Durant la guerre, j'habitais chez mes parents qui étaient cultivateurs à Thivars. Mon père était déjà engagé dans la résistance communiste. Au début de l'année 1944, il a refusé que je réponde à une réquisition d'officiers allemands occupant le château de Spoir qui voulaient que je vienne accomplir des tâches ménagères pour eux. Mon père leur a dit que je ne pouvais pas satisfaire à leur demande étant couturière. Ayant de la suite dans les idées, les Allemands m'ont apporté leurs travaux de coutures. Craignant que ces aller-venus à la ferme familiale, fréquentée par des résistants FTP du secteur, ne représentent une menace, mon père a trouvé un autre stratagème. Grâce à la complicité d'une tante qui travaillait au Bon Marché, il a expliqué aux Allemands que j'avais été contrainte de regagner Paris où j'avais trouvé du travail. J'ai dû alors quitter le domicile familial et entrer dans la clandestinité au sein des FTP qui m'ont fourni de faux papiers. Je m'appelais désormais Nicole Minet.

Comment avez-vous rejoint le groupe armé dirigé par le lieutenant FTP Roland Boursier ?

J'ai rencontré Roland Boursier un peu par hasard. Originaire de Caen, il avait été requis pour le Service du Travail obligatoire. Après une permission il n'a pas voulu retourner en Allemagne et le hasard a voulu qu'il vienne à Thivars. Je l'ai présenté à mon père. Militaire de carrière, Roland Boursier est devenu alors commissaire aux opérations militaires de l'état-major FTP et il m'a intégré dans son groupe.

Quelles ont été vos missions dans la Résistance ?

Au début, j'étais agent de liaison entre Châteaudun, Dreux et Chartres. Je devais transporter des messages et des armes, aussi ma première mission a été de me procurer une bicyclette, qui était le seul moyen de transport discret et sûr à l'époque. Cette bicyclette je l'ai dérobée à une secrétaire allemande de la *Kommandantur* qui venait tous les jours à l'Hôtel des Postes de Chartres chercher du courrier. J'ai attendu qu'elle soit rentrée dans la Poste et j'ai alors pris son vélo sans être inquiétée. C'était tout de même risqué et j'ai eu de la chance. Arrivée à ma planque, je l'ai repeinte en bleu pour que personne ne la reconnaisse.

Avec ce groupe armé, j'ai participé à un sabotage de voie ferrée en juin 1944 et le 20 août 1944, durant les combats de la Libération, à Thivars j'ai pris part à la capture de vingt-quatre soldats allemands. C'est à cette occasion que j'ai récupéré la mitraillette allemande avec laquelle je pose à Chartres devant les journalistes lors de la venue du général de Gaulle, le 23 août 1944.

Vous êtes donc amenée à porter les armes. Comment cela était-il perçu par les autres hommes du groupe franc ? Étiez-vous la seule femme dans ce groupe armé ?

Ils convenaient qu'il pouvait y avoir des femmes qui fassent de la Résistance. Mais c'est vrai que peu de femmes prenaient les armes et j'étais la seule femme au sein de ce groupe FTP. Moi, je n'avais peur de rien. Je ne pensais pas qu'il pouvait m'arriver quelque chose et pourtant je me dis maintenant que j'aurais pu être tuée. Je crois qu'à 19 ans on est un peu inconscient vous savez. Quand on est jeune, on ne pense pas à tout cela. J'ai appris à me servir de mon arme prise aux Allemands. Vous savez cela fait une drôle d'impression tout de même pour une femme d'être armée d'une mitraillette.

En revanche, ce que je n'ai jamais pu faire c'est tuer quelqu'un. Tuer est pour moi une chose inconcevable. Même si c'était un ennemi, je me disais il a une famille, des enfants, une femme, des parents. Je ne pouvais pas tuer quelqu'un et heureusement je n'ai pas eu à le faire.

Le 23 août 1944, plusieurs photographies vous représentent armée, mais élégamment vêtue, non loin de la tribune d'où le général de Gaulle prononce une allocution à l'Hôtel des Postes de Chartres. Vous souvenez-vous de l'ambiance qui régnait à Chartres à ce moment là et de la façon dont vous êtes arrivée tout près de la tribune ?

Cela s'est fait naturellement. Lors de la venue du général de Gaulle, il y a eu une prise d'armes et tous les responsables de la Résistance étaient présents avec leurs hommes. Comme j'étais couturière, en prévision de la Libération je m'étais confectionnée une tenue à la mode faite d'un chemisier, d'un calot et d'un short. Devant l'Hôtel des Postes de Chartres où le général a prononcé un discours c'était noir de monde.



Photo Frantz Malassis

Portrait de Simone Segouin pris lors de l'entretien en mars 2020.

Elle tient dans ses mains une des photographies prises par des opérateurs alliés à Chartres, le 23 août 1944 où elle pose avec un pistolet-mitrailleur allemand MP40.

Il y avait plein de photographes, des caméramans. Tout cela dans une ambiance de fête. Des photographes m'ont demandé de poser un peu en pointant ma mitraillette vers leur objectif.

Après la guerre vous n'avez pas eu envie de rejoindre l'Armée ?

Non pour moi ce n'est pas le rôle d'une femme normalement de combattre. Après la guerre tout cela était fini pour moi. J'ai voulu reprendre une vie normale.

Vous recevez la croix de guerre qui vous est remise à Chartres, le 24 mars 1946, par Charles Tillon, ministre de l'Armement et ancien chef des FTP, aujourd'hui une rue et une salle des fêtes à Courville-sur-Eure portent votre nom. Comment percevez-vous ces reconnaissances officielles ?

Vous savez je me dis que j'ai fait mon devoir de bonne Française, comme d'autres femmes l'ont accompli comme moi dans la Résistance. Je suis heureuse que ces hommages permettent de ne pas oublier ce que moi et mes camarades avons fait à cette époque.

(1) Voir aussi l'article « La jeune résistante armée de Chartres » de Frantz Malassis, in *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, n° 32, mars 2003. Cet article est accessible depuis la rubrique « Autour d'une photographie » de notre site www.fondationresistance.org

Activités du département documentation et publications

Depuis vingt ans, la Fondation de la Résistance anime une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (Archives de France) et le ministère des Armées (Direction des Patrimoines, de la Mémoire et des Archives). Grâce au travail de la « commission archives », les détenteurs éventuels sont sensibilisés à cette question par diverses actions : la diffusion du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽¹⁾, l'organisation de réunions départementales, la présentation de l'exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »... Fruit de ce travail de sensibilisation, la « commission archives » a permis récemment de sauvegarder un fonds d'archives associatives qui a rejoint le patrimoine national.

Remise du fonds de l'Union des aveugles de la Résistance grâce à notre campagne nationale

L'Union des aveugles de la Résistance (UAR) est créée par Charles Davin, combattant de la Première Guerre mondiale engagé dans différents mouvements de Résistance. Dès 1945, il souhaite regrouper au sein d'une amicale l'ensemble des aveugles résistants. Il lance des appels radiophoniques et obtient ainsi le contact de 160 aveugles ayant effectivement participé à la Résistance. Fort de ces résultats, Charles Davin fonde, en 1946, l'association des aveugles de la Résistance⁽²⁾.

Immédiatement, cette association bénéficie de l'appui d'Albert Aubry⁽³⁾. Ancien combattant de la Grande Guerre, résistant-déporté, député d'Ille-et-Vilaine de 1945 à 1951, Albert Aubry est attaché à la défense des droits des Anciens combattants. Il est d'autant plus sensible à la situation de cette association d'aveugles résistants qu'il a lui-même perdu l'usage d'un œil durant la Première guerre mondiale.

La naissance de l'UAR

Le Parlement vote le 8 juillet 1948 une loi qui constitue la base du « statut des aveugles de la Résistance ». Cependant, seuls 123 ressortissants ont pu bénéficier de ce titre. En effet, pour figurer parmi les bénéficiaires, il fallait subir un examen médical faisant apparaître une vue totale inférieure à un vingtième et être admis par une commission spécifique du ministère des Anciens combattants. Ainsi, une cinquantaine de résistants aveugles de la guerre 1914-1918 n'ont pu cumuler ce statut avec celui d'aveugle de guerre. L'exemple le plus patent nous est donné par Louis Finet pourtant reconnu comme compagnon de la Libération par le général de Gaulle.

L'étude de ce fonds d'archives permet de bien souligner la très grande diversité des situations socio-professionnelles des aveugles qui ont eu un engagement résistant. Parmi les adhérents on trouve des kinésithérapeutes, des accordeurs de pianos, des petits artisans, des vendeurs de billets de la loterie nationale mais aussi de futurs universitaires tels que Jacques Lusseyran et Roger-François Clapier, des religieux tels Michel Perrin, père dominicain reconnu Juste parmi les Nations et le pasteur Frédéric Jalaguier ou encore des aristocrates comme le duc de Choiseul Praslin.

Des actions de solidarité et de mémoire

Les archives de l'association illustrent également la diversité et l'importance des actions d'aide sociale qui ont pu être menées à destination



Photo Jean Verdier/Coll. Union des aveugles de la Résistance



© Éclair-Mondial/Coll. Union des aveugles de la Résistance

Le président Vincent Auriol reçoit une délégation de l'UAR composée de Charles Davin, président-fondateur et de Renée Aubry. Ancienne résistante, veuve du député Albert Aubry, elle devient la marraine de l'UAR qu'elle a constamment aidé par son important réseau relationnel.

Printemps 1961, à l'occasion du 15^e anniversaire de l'UAR, ses adhérents sont réunis devant le Mémorial de la France combattante au Mont-Valérien.

arrêtés par la police française ou allemande. Ainsi, deux membres de l'Union, Louis Adam et François Guillou ont été fusillés tandis que trois autres, Arthur Poitevin, André Mahoux et Jacques Lusseyran, ont été déportés.

Après de nombreuses discussions avec la « commission archives », des dispositions de conservation de cet important fonds d'archives ont été prises avec l'association il y a près de 20 ans. En 2000, son dernier président Roger-François Clapier, après l'accord unanime des membres de l'UAR, avait rédigé une lettre de don déconnecté de la remise physique du fonds. Pendant tout ce temps, la « commission archives » a veillé sur ces archives jusqu'à la dissolution récente de l'UAR qui était le préalable de l'arrivée de ce fonds aux Archives nationales.

Ce fonds d'archives de 12 mètres linéaires permettra d'étudier l'histoire singulière de ces résistants qui malgré leur grave handicap n'hésitèrent pas à risquer leurs vies pour défendre leurs idéaux et leurs convictions. ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (01 47 05 67 87)

(2) Déclaration enregistrée à la préfecture de Paris le 22 décembre 1945 publiée au *Journal officiel* du 6 avril 1946.

Charles Davin a été le premier président de l'UAR jusqu'à sa mort survenue en 1958. André Nicolle lui a succédé jusqu'à son décès en 1993. De 1993 à 2016 la présidence était assurée par Roger-François Clapier.

(3) Par la suite, sa veuve, Renée Aubry, dont la mère était aveugle de la Résistance, a aidé l'UAR par son important réseau relationnel.

(4) Charles Davin, *La bataille des ombres*, Paris, Dervy, 1953.

Activités du département AERI

Une exposition itinérante sur panneaux « La médaille de la Résistance française »

À l'occasion du 70^e anniversaire de la création de la médaille de la Résistance française en 2013, le Musée de la Résistance en ligne proposait une exposition virtuelle consacrée à cette décoration emblématique. Cette exposition avait été réalisée en partenariat avec le musée de l'ordre de la Libération et la commission nationale de la médaille de la Résistance française.

La médaille de la Résistance française, instituée par le général de Gaulle à Londres en février 1943, a été attribuée à plus de 65 000 personnes, dont 25 655 à titre posthume. Elle a également été décernée à 22 unités militaires, 18 collectivités territoriales (17 villes ou villages de métropole et à la Nouvelle-Calédonie), ainsi qu'à 15 collectivités civiles (écoles militaires, lycées et universités, hôpitaux, associations, mouvements de résistance, services de police, sapeurs-pompiers, communautés religieuses et unités scouts). Cette médaille n'est plus décernée depuis 1947, sauf à titre posthume.

En 2019, l'Association nationale des descendants des médaillés de la Résistance française (ANDMRF) a souhaité entreprendre la réalisation d'une exposition itinérante sur panneaux et a sollicité le partenariat de la Fondation de la Résistance.

Conçue par les deux commissaires de l'exposition, Fabrice Bourrée pour la Fondation de la Résistance et Maurice Bleicher pour l'ANDMRF, avec la participation active de l'ensemble de l'équipe de la Fondation de la Résistance, ainsi que de Vladimir Trouplin et de Lionel Boucher pour l'ordre de la Libération, cette exposition a été présentée dans les locaux du musée de l'ordre de la Libération du 3 au 9 février 2020.

En 14 panneaux, l'exposition retrace les conditions de la création de la médaille de la Résistance française. Elle explique la volonté du général de Gaulle de récompenser les différentes composantes de la société française engagées dans la Résistance à titre individuel

ou collectif. Elle permet également de montrer la diversité des formes d'engagement et des parcours de celles et ceux qui ont rejoint la Résistance intérieure et la France libre.

Cette exposition peut être prêtée gratuitement sur simple demande auprès de la Fondation de la Résistance. Toutes les informations sur ce prêt sont disponibles dans la rubrique « Expositions » du site internet de la Fondation de la Résistance. ●

Fabrice Bourrée



© Fondation de la Résistance

Musée de la Résistance en ligne

Au cours du trimestre écoulé, nos équipes locales ont poursuivi l'enrichissement du Musée de la Résistance en ligne par l'intégration de nouvelles notices, notamment dans l'exposition virtuelle consacrée à la Résistance en Provence-Alpes-Côte d'Azur. De son côté, l'application mobile « Lieux de mémoire 1940-1945 » s'est accrue de nouvelles pages décrivant des plaques, stèles et monuments principalement localisés dans les départements du Jura, du Finistère, de la Haute-Saône et du Maine-et-Loire. La base nominative de résistants continue d'être alimentée quotidiennement avec l'ajout de nouveaux noms mais surtout des compléments apportés aux noms déjà enregistrés (informations complémentaires, photographies, documents annexés...). À ce jour, la base contient 44 870 noms. Depuis le 16 mars 2020, début du confinement, le Musée de la Résistance en ligne a reçu 88 138 visites soit une augmentation de 28,8 % par rapport à la même période de l'année dernière. 399 971 pages ont été consultées soit une augmentation de plus de 27 %. Enfin, 85 % de nouveaux visiteurs ont été enregistrés. ●

Fabrice Bourrée

Activités du département recherche et pédagogie



© Fondation de la Résistance

Concours national de la Résistance et de la Déportation, session 2020-2021

Au début du mois d'avril 2020, un communiqué signé d'Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire, et de Tristan Lecoq, inspecteur général et président du jury national des correcteurs du CNRD, annonçait qu'en raison des difficultés engendrées par l'épidémie de Covid-19 le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse a décidé que le thème de la session 2019-2020 du CNRD, libellé comme suit « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister », serait prolongé en 2020-2021. La brochure pédagogique 2019-2020 coordonnée par la Fondation de la Résistance reste donc toujours d'actualité, tout comme l'exposition dédiée sur le Musée de la Résistance en ligne⁽¹⁾. La brochure du CNRD se décline en deux versions : une brochure imprimée qui a été envoyée en trois exemplaires en septembre 2019 à tous les établissements participants au CNRD, et la brochure numérique au contenu augmenté consultable en ligne sur le site de la Fondation de la Résistance⁽²⁾. Les informations actualisées sont disponibles sur le site de la Fondation de la Résistance à la rubrique « Actions pédagogiques ». Toute l'équipe de la Fondation se tient à la disposition de la communauté éducative cette année encore pour poursuivre la promotion du CNRD. ●

Hélène Staes

(1) Exposition sur le thème « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister » www.museedelaresistanceenligne.org

(2) Consulter la brochure pédagogique numérique sur le site de la Fondation : www.fondationresistance.org

À Montauban : une journée de rencontre autour d'Edgar Morin

Vendredi 7 février 2020 à Montauban, Robert Badinier, délégué départemental de Mémoire et Espoirs de la Résistance pour le Tarn-et-Garonne, a organisé, en coopération avec l'Association des amitiés internationales André Malraux, une journée de rencontre autour d'Edgar Morin, sociologue, philosophe et ancien résistant.

Le premier temps fort de cette journée a été la visite de la *Villa des Pâquerettes* située à Montauban (avenue Charles de Gaulle). Clara Malraux, « un être de très haute qualité », s'y était repliée en 1943 en compagnie de sa fille Florence et de Madeleine Lagrange, veuve du ministre des Sports et des Loisirs sous le Front populaire, Léo Lagrange, tué lors des combats de juin 1940. À cette époque, Edgar Morin alors jeune résistant fut souvent accueilli en ce lieu ce qu'une plaque commémorative rappellera prochainement.

L'après-midi, dans la salle du théâtre Olympe de Gouges de Montauban, un large public a vécu un autre moment fort de cette journée. En présence de Brigitte Barèges, maire de Montauban, de Thierry Deville, vice-président du Grand-Montauban de Michel Carrie et Cédric Roélant, respectivement proviseur et professeur de philosophie au lycée Michelet de Montauban accompagnés de plusieurs classes de leur établissement traditionnellement impliqués dans la transmission de la mémoire de la Résistance, Edgar Morin (photo 1) a évoqué les souvenirs marquant de sa vie pendant près d'une heure et demi. Il a d'abord rappelé son engagement



Photo MER

dans la Résistance au sein du Mouvement de Résistance des prisonniers de guerre et déportés (MRPGD) fondé par Michel Cailliau. Edgar Morin a aussi raconté avec émotion ses rencontres inoubliables avec des résistants comme Jean Cassou, Jean-Pierre Vernant, Claude Bourdet et bien d'autres encore. Puis, c'est en tant que sociologue et philosophe qu'il a retracé les grands bouleversements qu'il a observés et vécus depuis le milieu du XX^e siècle jusqu'aux premières décennies du XXI^e. Comme une fulgurance, il rappela à ce sujet que « *ce qui ne se régénère pas, dégénère. C'est une vérité biologique* » !

À l'issue de cette rencontre, Brigitte Barèges a remis à Edgar Morin la médaille de citoyen d'honneur de Montauban (photo 2) tandis que



Photo MER

les élèves du lycée Théas de la ville, accompagnés au piano par Marie-Cécile Fayolle, professeure de lettres modernes et dirigés par Sophie Grébert, professeure d'éducation musicale, ont interprété le *Chant des partisans* et l'*Hymne européen* en allemand et en français (photo 3).

Clôture de cette journée de rencontre intergénérationnelle, Edgar Morin, chaleureusement entouré, a dédié son livre *Les souvenirs viennent à ma rencontre* récemment publié aux éditions Fayard. ●

Jean Novosseloff

On retrouvera l'intégralité de la conférence d'Edgar Morin sur le site de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance (www.memoresist.org) à la rubrique « Rencontres »



Photo MER

Adhésion :

Merci de votre soutien financier qui permet à l'association de poursuivre ses activités partout en France.

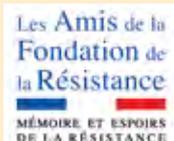
Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance « Mémoire et Espoirs de la Résistance »

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18, place Duplex, 75015 Paris

Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org

Tél. : 01 45 66 92 32



Nouvelles du site internet www.memoresist.org

Le site de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance (www.memoresist.org) est le reflet des activités de tous ses délégués et adhérents. S'il rend compte des rencontres organisées tant à Paris qu'en province par l'association, depuis un an il s'est enrichi de cinquante témoignages audiovisuels. Toutes ces paroles de résistantes et résistants ont été collectées, au fil du temps, par notre association lors de conférences, de rencontres ou bien encore d'entretiens. Aujourd'hui, tous ces témoignages sont directement accessibles depuis notre site internet. Cela représente 16 heures d'écoute de témoignages de femmes et d'hommes, qui évoquent leur engagement et leur combat dans la Résistance. L'ensemble de ce corpus est accompagné d'une transcription littérale qui permet d'en apprécier le contenu avant l'audition. Par ailleurs, la rubrique « Ne les oublions pas » permet aux internautes de découvrir 1 300 parcours de résistantes et résistants.

Le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire 2018-2019

En 2019, 105 photographies ont été adressées au jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire qui a décerné trois prix et deux mentions à l'occasion de cette vingt-et-unième édition.

Ce concours a été lancé en 1998 par la Fondation de la Résistance dans le sillage du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont le thème invitait cette année-là les élèves à rechercher l'histoire des lieux de Mémoire⁽¹⁾. L'idée initiale était de permettre aux candidats du CNRD de valoriser leurs productions photographiques prises dans ce cadre. Depuis, ce concours, le seul du genre, offre aux élèves la possibilité de photographier des lieux de mémoire, situés en France ou à l'étranger, relatifs à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation. Par la maîtrise de la technique photographique et la rédaction d'un court texte expliquant leur démarche, les candidats expriment leur sensibilité à l'égard des aspects artistiques et architecturaux des lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Le jury est composé d'iconographes, d'historiens, de conservateurs de musées, de journalistes et de représentants d'institutions et d'associations de mémoire et d'histoire.

En vingt-et-un ans, ce concours, véritable formation à l'éducation à l'image, a permis à plus de 750 collégiens, lycéens et apprentis de montrer les liens tangibles qui les unissent à cette « mémoire de pierre » et les leçons civiques qu'ils en tirent. Un certain nombre de travaux sont accompagnés de textes inspirés comme des poèmes exprimant l'émotion des élèves face aux lieux qu'ils découvrent.

Pour la session 2018-2019, les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle ont reçu 105 photographies⁽²⁾ soumises au jury le 15 janvier dernier. Celui-ci a été contraint d'écarter dix-sept travaux non conformes au règlement (travaux collectifs, tirages sur papier ordinaire, photographies de lieux de mémoire liés à la Première Guerre mondiale...).

Cette année, les membres du jury ont examiné une majorité de clichés pris à Auschwitz dans le cadre de projets pédagogiques sur la Seconde Guerre mondiale, preuve que ce concours est un moyen d'appréhender la période de manière différente et de mettre en activité des élèves d'horizons variés.

Après la proclamation du palmarès, les membres du jury ont souhaité que ce concours soit mieux connu de la communauté éducative. Dans les semaines qui ont suivi, l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (APHG) et la Direction des Patrimoines, de la Mémoire, et des Archives (DPMA-ministère des Armées) ont largement communiqué sur leurs différents sites internet et leurs réseaux sociaux⁽³⁾.

Frantz Malassis

(1) Le thème du CNRD 1998-1999 était : « Des plaques, des stèles, des monuments évoquent le souvenir des actions de résistance et la mémoire des victimes des persécutions et des répressions de la période 1940 à 1945. Recherchez et commentez l'histoire de ces femmes, de ces hommes, de ces enfants ».

(2) Le jury a reçu 105 photographies provenant de 103 candidats individuels et deux candidatures collectives non retenues issues de 14 établissements scolaires (deux lycées généraux, un centre de formation d'apprentis de l'industrie, un lycée professionnel, un lycée agricole, huit collèges et un lycée français à l'étranger). On comptait parmi eux 39 collégiens et 64 lycéens, dont 14 en Bac pro et 17 élèves en lycée agricole. Soulignons cette année une forte participation féminine avec 75 candidates représentant plus de 72 % des participants individuels. Sur les 105 photographies reçues, 33 ont été prises dans 9 départements français et 72 à l'étranger dont 31 à Auschwitz.

(3) Le règlement de ce concours est consultable sur le site de la Fondation de la Résistance grâce à ce lien : http://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/reglement_p.htm.

Les **deuxième et troisième prix** sont venus récompenser respectivement :

- **Lomane LATAIX**, élève de première au lycée Fénelon de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) pour sa création réalisée à partir de photographies prises au camp d'Auschwitz dans le cadre d'un voyage scolaire en Pologne.
- **Jules GENTIL**, élève de troisième au collège Louis Pasteur à Villemomble (Seine-Saint-Denis) pour son cliché du camp de Buchenwald pris lors d'un voyage d'études en Allemagne.

Enfin, deux mentions spéciales du jury sont revenues à :

- **Justine TAZÉ**, élève de première au lycée Fénelon de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) pour sa photographie intitulée « Dernier regard », réalisée dans le cadre d'un voyage d'études à Auschwitz.
- **Valentine ROUSSEL**, élève de première baccalauréat photographie au lycée des métiers Molière à Orthez (Pyrénées-Atlantiques) pour son cliché intitulé « La nature détruit » pris dans son département au camp de Gurs.



Photo Salomé ChandioUX

Le **premier prix** du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire a été décerné à **Salomé CHANDIOUX**, élève de troisième à la cité scolaire Le Mont Châtelet de Varzy (Nièvre) pour son cliché pris au Tata sénégalais de Chasselay (Rhône).

En wolof le mot Tata désigne une enceinte sacrée où l'on enterre les guerriers morts au combat. Dans ce cimetière militaire, construit dans un style inspiré des traditions architecturales du Soudan, reposent les corps de 196 soldats dont 188 tirailleurs originaires de différents pays d'Afrique de l'Ouest et deux légionnaires massacrés au nord-ouest de Lyon par les troupes allemandes à la suite des combats de juin 1940. Ce Tata est construit sur le lieu d'un de ces massacres. Inauguré en novembre 1942, classé nécropole nationale en 1966, il est le symbole de l'engagement et du sacrifice des soldats d'Afrique pour la défense de la France. Cette candidate a accompagné sa création de réflexions que lui inspira ce lieu.

« J'ai choisi de présenter le Tata de Chasselay, cimetière militaire des tirailleurs sénégalais au nord de Lyon car il m'évoque l'idée de lutter contre le racisme et la haine. [...] [Ces soldats] ont été massacrés par les nazis, éduqués dans la haine de l'autre, en raison de leur couleur de peau, assimilés à des sauvages parfois écrasés par les chars des divisions nazies. [...] J'ai choisi de capter cette photographie de façon inclinée, car pour moi, le racisme que m'évoque cet épisode forme une idéologie bancale, infondée, qui renie l'esprit humain. [...] Ici, la mémoire s'impose à nous, la mémoire du sacrifice de ces courageux tirailleurs, bien trop souvent oubliés, une mémoire que j'ai envie de faire vivre ici, un hommage légitime à tous ces morts pour la France. »

Vous pouvez retrouver toutes les photographies primées ou ayant obtenu une mention depuis l'année scolaire 2000-2001, accompagnées du texte intégral de présentation des candidats sur les sites de la Fondation de la Résistance.

www.fondationresistance.com